Le Parlement des enfants

2023-2024

Proposition de loi

Visant à promouvoir l'égalité salariale femmes/hommes à travers le sport.

Présentée

par les élèves de la classe de 6^{ème} Corinthe du collège Louise Michel de Lille

et

encadrés par

LEPRON Valérie, CPE

OSMANI Djamel, enseignant en histoire géographie EMC

Exposé des motifs

Mesdames, Messieurs,

Alors qu'il y a 50 ans, en 1973, l'US Open, le tournoi de tennis américain offrait l'égalité des primes entre les joueurs et les joueuses, il a fallu attendre 2006, pour que le tournoi français de Roland-Garros l'imité.

Alors qu'aujourd'hui, les États-Unis, l'Angleterre, le Brésil, la Norvège et le Pays de Galles ont mis en place un système de primes égales pour leurs sélections hommes et femmes de football, la France est encore à la traîne dans le domaine de **l'égalité salariale** dans le sport.

Cette différence de revenus s'explique en partie par un manque de visibilité du sport féminin dans les médias audiovisuels. Selon un rapport récent du CSA, 85 % des retransmissions télévisuelles sont exclusivement consacrées au sport masculin. Cette faible **exposition médiatique** du sport féminin accentue les inégalités salariales femmes / hommes en attirant peu de sponsors capables de verser des revenus aux athlètes féminines.

Aujourd'hui de nombreuses athlètes féminines ne peuvent plus exercer leur métier et passion et se retrouvent sans revenus. La coureuse sud-africaine, hyperandrogène, Caster Semenya, comme d'autres athlètes est aujourd'hui exclue des compétitions internationales car n'entrant pas dans les cases « hommes » ou « femmes ». Le sport doit donc s'ouvrir pour une plus grande **inclusivité**, en développant plus de compétitions mixtes.

Face à ce constat d'inégalités persistantes dans le monde du sport, nous proposons une loi visant à promouvoir l'égalité salariale femmes/hommes à travers le sport qui portera sur 3 axes :

- Sport et argent
- Sport et médias
- Sport et inclusivité

Proposition de loi

Article 1

Pour chaque compétition sportive organisée sur le territoire national, les primes sont de même montant pour les épreuves féminines et masculines. Si le budget des organisateurs ne permet pas d'aligner les primes des femmes sur celles des hommes, les primes des hommes sont réduites afin d'augmenter celles des femmes pour obtenir une égalité parfaite.

Article 2

L'Etat, en tant que financeur de l'audiovisuel public doit imposer aux chaînes publiques une parité dans la diffusion des compétitions sportives.

L'Etat, lors de l'octroi des autorisations de diffusion aux chaînes privées ou lors de leur renouvellement, s'assure que celles-ci s'engagent à appliquer une stricte parité de diffusion entre les compétitions sportives masculines et féminines.

Article 3

Tous les clubs de sport proposent une section mixte où se côtoient dans la même équipe filles et garçons, réglant en partie ainsi la question de l'exclusion des athlètes trans et non-binaires. Des compétitions mixtes sont organisées par les clubs sportifs, permettant ainsi une plus forte inclusion de ces athlètes.